



Economie francilienne : quelques signes de reprise

Dans la zone euro, l'activité devrait garder son dynamisme au second semestre 2013, grâce à une amélioration des investissements. L'activité en France devrait progresser au quatrième trimestre.

L'économie francilienne se caractérise au deuxième trimestre 2013 par une stabilisation du niveau de l'emploi salarié et du chômage. Les ventes de logements neufs augmentent. La fréquentation hôtelière se rétablit au printemps.

Jocelyne Manguin, Insee Ile-de-France
Bernard Simonin, Direccte Ile-de-France

Synthèse régionale

Au premier semestre 2013, l'emploi francilien se stabilise après la baisse du second semestre 2012. Néanmoins, il a légèrement diminué en un an (- 0,3 % entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013). L'emploi salarié hors intérim continue de reculer au deuxième trimestre 2013 dans l'industrie et le commerce, mais augmente dans le secteur de la construction. L'emploi intérimaire a augmenté au premier semestre 2013 après plus d'un an de diminution. Le taux de chômage francilien se stabilise à 9,1 % de la population active au deuxième trimestre 2013. Les ventes de logements neufs augmentent en un an. La fréquentation hôtelière reprend depuis le printemps 2013. Sur les huit premiers mois de l'année 2013, le nombre de créations d'entreprises est plus faible que celui observé sur la même période de l'année 2012, même si, hors auto-entrepreneurs, la tendance est à la hausse.

Contexte international

Rebond de l'activité mondiale

Au deuxième trimestre 2013, l'activité a surpris par son dynamisme dans les économies avancées (+ 0,6 % après + 0,3 %). Elle a notamment accéléré aux Etats-Unis (+ 0,6 % après + 0,3 %) et au Royaume-Uni (+ 0,7 % après + 0,4 %) et a progressé vigoureusement au Japon (+ 0,9 % après + 1,0 %). *Contrario*, la croissance s'est tassée au deuxième trimestre dans les économies émergentes.

La zone euro a renoué comme prévu avec la croissance (+ 0,3 % après - 0,2 %), après six trimestres de récession, notamment sous l'effet d'une accélération de l'activité en Allemagne (+ 0,7 %) et en France (+ 0,5 %). L'ensemble des postes de la demande, à l'exception des stocks, ont participé à ce mouvement. En particulier, l'investissement a progressé légèrement, mettant fin à huit trimestres de baisse.

Dans les économies avancées, l'amélioration cet été du climat des affaires laisse à penser que l'embellie va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.

L'activité dans la zone euro devrait notamment continuer de croître au second semestre (+ 0,1 % au troisième trimestre puis + 0,3 % au quatrième), stimulée par le faible niveau de l'inflation, une modération de la consolidation budgétaire et le redressement de l'investissement après un ajustement très marqué.

Contexte national

L'éclaircie se confirme en France

En France, l'activité a fortement rebondi au deuxième trimestre 2013 (+ 0,5 % après - 0,1 %), notamment grâce à une industrie manufacturière en nette accélération (+ 2,0 % après + 0,2 %). De plus, les températures d'avril et mai, inférieures aux normales saisonnières, ont maintenu à un niveau élevé les dépenses de chauffage des ménages, si bien que la production d'énergie a accéléré au deuxième trimestre (+ 2,0 % après + 0,7 %). En revanche, l'activité dans la construction a continué de se contracter (- 0,7 % après - 0,8 %), tant dans l'entretien du logement que dans les nouveaux bâtiments.

Depuis cet été, le climat des affaires s'améliore dans l'ensemble des secteurs. Le PIB progresserait de 0,2 % en 2013, avec une croissance sur la fin de l'année portée par le rebond de la production manufacturière.

L'emploi total progresserait au second semestre, du fait de l'augmentation des emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage s'établirait à 11,0 % fin 2013.

Malgré une légère diminution au second semestre, le pouvoir d'achat des ménages progresserait à nouveau sur l'ensemble de l'année 2013 (+ 0,5 % après - 0,9 % en 2012). En effet, les prélèvements effectifs ralentiraient nettement et la baisse de l'inflation ne se transmettrait qu'en partie aux salaires.

L'emploi francilien est quasiment stable depuis le début de l'année 2013

Le marché du travail francilien reste affecté par le ralentissement de l'activité des mois précédents. Ce premier semestre 2013 marque cependant l'arrêt du mouvement de diminution, amorcé au second semestre 2012, alors que la baisse de l'emploi salarié continue en province. En un an, l'emploi a diminué de 0,3 % entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013, mais de façon plus atténuée qu'en province (- 1,1 %). Cette légère diminution maintient l'emploi francilien en dessous de son niveau d'avant la crise de 2008.

Hors intérim, l'emploi salarié est stable au deuxième trimestre 2013, comme au premier trimestre, après une diminution au deuxième semestre 2012. En un an, il recule de 0,2 %, soit une perte de 7 500 emplois. Cette évolution est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi recule encore dans l'industrie (- 1,0 % en un an) : ce sont ainsi 50 000 emplois qui ont disparu dans la région depuis début 2008. Plus précisément, dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de la fabrication de machines, ainsi que celui de la fabrication de matériels de transports, l'emploi salarié continue de diminuer (respectivement - 1,8 % et - 1,3 % en un an, soit une perte de près de 1 400 et 1 000 emplois). En revanche, dans les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, il poursuit sa progression depuis le début de l'année 2011 (+ 1,3 % en un an, soit 1 100 emplois supplémentaires). Dans la construction, l'emploi continue de progresser sensiblement depuis la reprise amorcée à la fin 2011 (+ 1,5 % en un an, soit près de 4 000 emplois supplémentaires). Dans le secteur du commerce, l'emploi diminue depuis le quatrième trimestre 2012 (- 1,1 % en un an, soit une perte de 7 500 emplois).

Le secteur des services (hors intérim) est toujours le premier secteur employeur francilien en termes de postes. Mais pour la première fois, après avoir atteint un niveau record à la mi-2012, l'emploi dans le secteur des services marchands hors intérim reste stable au deuxième trimestre 2013. Dans le secteur de l'hébergement-restauration, il poursuit sa progression (+ 0,8 % en un an, soit 2 200 emplois supplémentaires). Il est également en hausse dans les activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2012, soit 6 100 emplois supplémentaires). A l'inverse, l'emploi salarié diminue toujours dans les secteurs de l'information et de la communication (- 1,9 %, soit 7 200 emplois supprimés en un an).

L'évolution de l'emploi salarié est également due à la perte de près de 3 200 postes en intérim en un an (- 3,6 %). Tous les secteurs y ayant recours sont concernés, mais le repli de l'emploi intérimaire est particulièrement important dans le secteur industriel et le secteur de l'hébergement-restauration. L'évolution du nombre d'emplois intérimaires s'est toutefois inversée en 2013. Celui-ci augmente de 1,6 % au premier trimestre 2013 et de 0,5 % au deuxième trimestre, après une diminution amorcée à l'automne 2011.

Le taux de chômage se stabilise au deuxième trimestre 2013

Après la forte hausse du premier trimestre 2013 (+ 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2012), le taux de chômage est stable en Ile-de-France au deuxième trimestre : il s'établit à 9,1 % de la population active. En revanche, il continue à progresser légè-

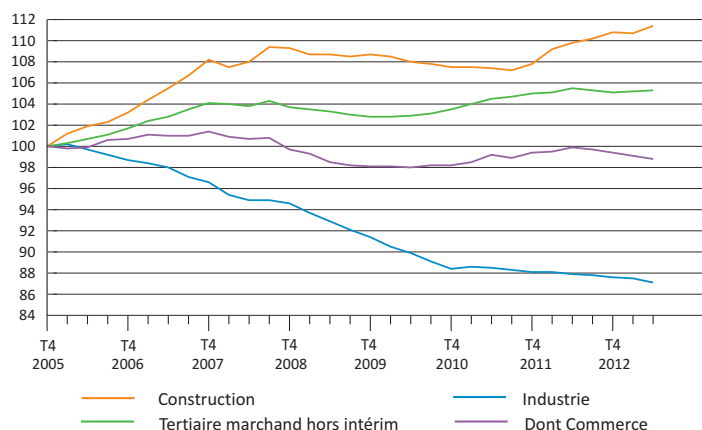
L'emploi salarié francilien est stable au premier semestre 2013 (en indice base 100 au 4^e trimestre 2005)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

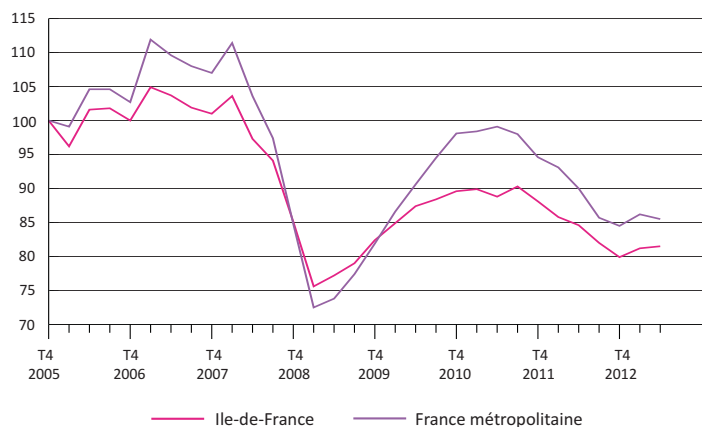
Reprise de la progression de l'emploi francilien dans la construction en 2013 (en indice base 100 au 4^e trimestre 2005)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture et intérim, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Reprise de l'emploi intérimaire en Ile-de-France au premier semestre 2013 (en indice base 100 au 4^e trimestre 2005)



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

rement en France métropolitaine (+ 0,1 point) et atteint 10,5 %. En Ile-de-France, le taux de chômage est devenu ce trimestre le plus faible des régions de France métropolitaine. Toutefois, il se maintient à un niveau jamais égalé depuis le printemps 1999. En un an, l'augmentation du taux de chômage est de 0,5 point dans la région (0,7 point en France métropolitaine) ; elle est de 0,9 point en Seine-Saint-Denis. Au deuxième trimestre 2013, le taux de chômage varie de 7,5 % dans les Yvelines à 13,2 % en Seine-Saint-Denis.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente moins rapidement

En août 2013, 838 200 demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi, sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 601 940 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Ces niveaux sont très proches des niveaux record enregistrés depuis quinze ans. Toutefois, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, initiée au printemps 2008, est nettement ralentie depuis quelques mois. Sur les six derniers mois, la hausse mensuelle a été de 0,3 % (catégorie A) contre 1,0 % au cours des six mois précédents. Cette décélération est de même ampleur en France métropolitaine. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C a progressé de 6,7 % en Ile-de-France, au même rythme qu'au niveau national.

Ce ralentissement profite en premier lieu aux jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est en légère baisse sur les six derniers mois. Mais d'autres catégories d'inscrits à Pôle emploi bénéficient du ralentissement. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans, qui a doublé en cinq ans, augmente à un rythme plus modéré : + 0,7 % au cours des six derniers mois contre + 1,4 % au cours des 6 mois précédents (catégorie A). La hausse a été également moins prononcée pour les femmes.

Fin août, 341 190 demandeurs inscrits en catégorie A, B, C sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 40,7 % des demandeurs d'emploi. Cette proportion n'avait pas été aussi élevée depuis février 1999. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue à augmenter rapidement (+ 0,8 % en rythme mensuel depuis février 2013). Toutefois, cette hausse devrait se tasser dans les mois à venir du fait d'un accroissement des flux de sorties des listes de Pôle emploi constaté depuis six mois.

Tous les départements franciliens ont bénéficié de l'inflexion de la courbe du nombre de demandeurs d'emploi au cours de ces derniers mois. Celle-ci a été en revanche moins sensible en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne. A l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A n'augmente plus depuis fin janvier en Essonne et dans le Val-d'Oise.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi au cours de ces douze derniers mois concerne la plupart des métiers. Elle a été très modérée pour les métiers administratifs, de la santé et de l'action sociale ainsi que dans de nombreux métiers industriels, mais elle a dépassé 10 % dans la majorité des métiers de la construction, de l'hôtellerie-restauration et de l'informatique.

Diminution des créations d'auto-entreprises depuis l'automne 2012

Avec plus de 87 000 entreprises créées dans la région entre janvier et août 2013, le nombre de créations d'entreprises est resté élevé, mais est en baisse par rapport à la même période de l'année précédente (- 3,1 %). Cette réduction confirme l'inflexion

Le taux de chômage francilien se stabilise à un niveau élevé

(en %, CVS)

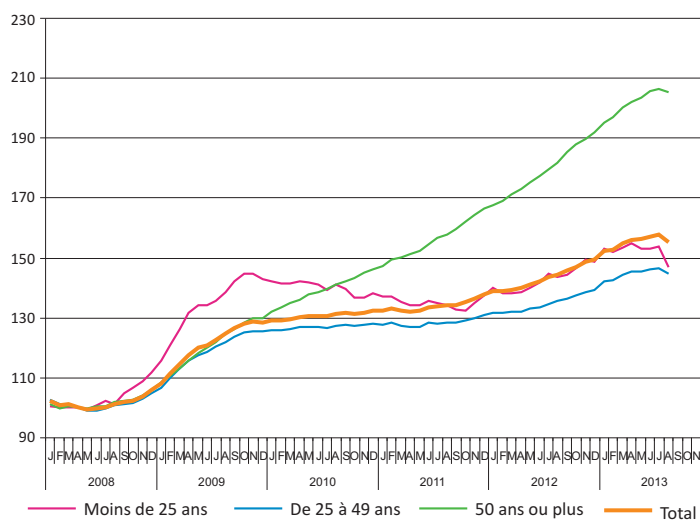


Note : données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

Moindre hausse du nombre de demandeurs d'emploi depuis le printemps 2013

(en indice base 100 en avril 2008)



Données CVS.

Champ : demandeurs d'emploi de catégorie ABC inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

Les créations d'auto-entreprises continuent de diminuer en 2013

Créations d'entreprises	Cumul janvier - août 2013		Evolution en glissement annuel (%)*		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	2 865	56,9	-3,0	-9,9	7,9
Construction	10 537	34,6	-6,8	-22,5	4,3
Commerce, transports, hébergement, restauration	21 209	43,3	-0,3	-2,5	1,5
Information et communication	7 882	57,6	-7,4	-8,2	-6,3
Activités financières	2 393	18,6	16,0	26,5	13,8
Activités immobilières	2 321	15,6	-2,5	-9,0	-1,2
Activités de services	24 956	56,2	-4,9	-6,8	-2,3
Enseignement, santé, action sociale	7 833	61,0	4,8	1,1	11,2
Autres activités de services	7 171	70,0	-7,2	-14,6	16,5
Total Ile-de-France	87 167	50,0	-3,1	-7,7	2,1
Total France métropolitaine	346 650	51,3	-4,1	-12,6	6,9

* Evolution du cumul janvier - août 2013 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

de l'évolution des créations d'entreprises initiée depuis l'automne 2012, tout en étant cependant moins prononcée qu'au niveau national (- 4,1 %).

Cette diminution concerne particulièrement les activités de services où le nombre de créations a diminué de 4,9 % au cours de cette période (25 000 créations entre janvier et août 2013), ainsi que dans la construction (- 6,8 %, soit 10 500 créations sur ces huit mois). De même, le recul des créations d'entreprises est important dans les secteurs de l'information et de la communication (- 7,4 %, soit 7 900 créations). En revanche, le nombre de créations d'entreprises est en hausse dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale et dans le secteur des activités financières : il s'élève respectivement à 7 800 et 2 400 pour la période de janvier à août 2013.

Les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux. Toutefois, entre janvier et août 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises a diminué de 7,7 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cela confirme le moindre engouement pour le statut d'auto-entrepreneur depuis l'automne 2012, alors que le nombre de créateurs ayant opté pour ce statut était en hausse au premier semestre 2012.

Hors auto-entreprises, le nombre de créations augmente de 2,1 % entre janvier et août 2013 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution présente des différences importantes selon la forme juridique choisie : forte augmentation pour les entreprises individuelles (+ 14,7 % en un an) et légère baisse pour les sociétés (- 1,1 %).

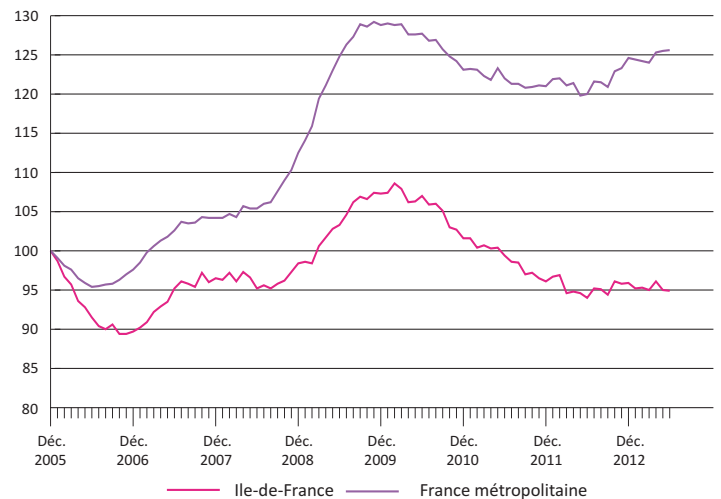
A la fin du deuxième trimestre 2013, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois est relativement stable par rapport aux douze mois précédents (+ 0,9 %). Il est proche du niveau d'avant 2008. En France métropolitaine, le nombre d'entreprises jugées défaillantes est en augmentation marquée (+ 4,7 %).

Reprise des ventes de logements neufs

Les ventes de logements neufs reprennent en Ile-de-France au deuxième trimestre 2013 après une légère diminution au premier trimestre. Elles ont augmenté de 3,3 % par rapport au deuxième trimestre 2012, à un rythme légèrement plus élevé que celui

Au deuxième trimestre 2013, légère hausse du nombre de défaillances jugées au cours des 12 derniers mois en Ile-de-France par rapport aux 12 mois précédents

(en indice base 100 en décembre 2005)

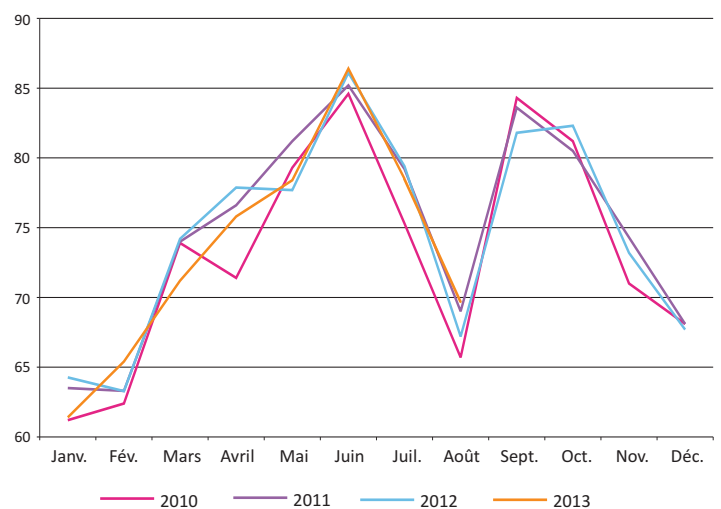


Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Remontée de la fréquentation hôtelière au deuxième trimestre 2013

Evolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



Source : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

observé en France métropolitaine (+ 2,2 %). Les prix de vente de logements neufs au m² continuent de s'infléchir (- 5,0 % au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012 en Ile-de-France).

Bien que les prix de vente des logements anciens soient en hausse sur les douze derniers mois (+ 1,6 % en moyenne), la tendance récente est toutefois à la baisse (- 0,4 % au premier trimestre, - 0,1 % au deuxième trimestre). En province, ils diminuent de 0,8 % en un an et de 0,3 % par rapport au premier trimestre.

Les perspectives d'activité de construction de logements neufs restent favorablement orientées à court terme en Ile-de-France. Fin août 2013, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois progresse de 5,0 % en un an (52 000 logements commencés de septembre 2012 à août 2013 contre 49 000 sur les douze mois précédents). Cependant, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois recule de 12,9 % par rapport à l'année précédente (67 000 logements autorisés de septembre 2012 à août 2013 contre 76 000 sur les douze mois précédents).

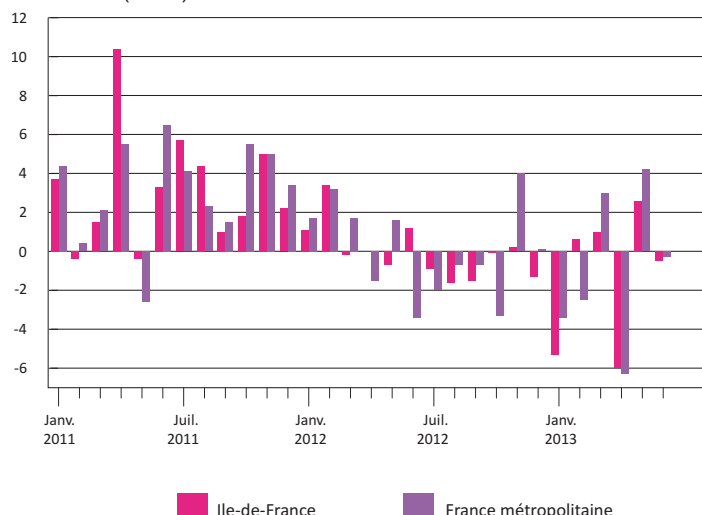
L'activité hôtelière se maintient à un haut niveau en 2013

L'activité hôtelière, en repli depuis la seconde moitié de l'année 2012, a repris depuis le deuxième trimestre 2013. En effet, le taux d'occupation rejoint ses meilleurs niveaux au printemps. Entre janvier et août 2013, les nuitées ont diminué de 1,5 % par rapport à l'an passé, en raison d'un mauvais début d'année et d'un faible mois de juillet. Le bilan a été cependant plus favorable en mai et en août (+ 2,6 % et + 4,9 % de nuitées par rapport à 2012).

L'activité pâtit de la forte diminution de la fréquentation hôtelière de la clientèle française (- 10,2 % en un an sur la période de janvier à août 2013) qui n'est pas entièrement compensée par la fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 7,6 %). Ce sont les clientèles en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui sont en plus forte progression : leurs nuitées augmentent respectivement de 521 000 et 229 000 par rapport à l'an passé, pour la période de janvier à août. La fréquentation de la clientèle en provenance de Chine continue d'être en très forte hausse, avec une augmentation de 504 000 nuitées sur la même période. Les touristes espagnols sont toujours moins nombreux (- 181 000 nuitées), mais grâce à une hausse de leur fréquentation en mars et en juin, ils remontent en deuxième position pour la clientèle européenne de la région sur cette période, après la clientèle britannique, et suivie de très près par les clientèles italienne et allemande.

Reprise de la fréquentation des hôtels franciliens au printemps 2013

Evolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées.

Source : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
 Crocis de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol
 CRT : Aurélian Catana
 Direccte Ile-de-France : Bernard Simonin
 Douanes Ile-de-France : Sylvie Van Daele
 DRIHL : Stéphane Baudement
 Pôle emploi : Philippe Ricard
 Pôle emploi services : Damaris Phélippé
 PRIF : Christophe Centonze
 Région Ile-de-France : Florence Rey

Pour en savoir plus

« L'éclaircie se confirme », Insee Note de Conjoncture, octobre 2013.
 « Léger mieux pour l'économie francilienne », Ile-de-France Insee Conjoncture, n° 03, juillet 2013.
 « Une économie francilienne bien morose », Ile-de-France Insee Conjoncture, n° 02, avril 2013.

Sources et définitions

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.